

UNE DYNASTIE
AMÉRICAINE

les
Rockefeller

Peter Collier
David Horowitz

SEUIL

Il était devenu de plus en plus inconscient et arrogant. Sa décision d'évincer Moses (considéré par tous les bords comme l'homme le plus important de l'État depuis des dizaines d'années) n'obéissait à aucune raison tactique ou personnelle. Simplement, Nelson voulait l'un des postes qu'occupait Moses (la présidence du Comité des parcs de l'État) pour son frère Laurance. Nelson, dans l'immédiat, obtint la démission de Moses; mais le conflit entre les deux hommes ne devait atteindre son paroxysme que plusieurs années plus tard. Vers la fin des années soixante, Nelson décida de regrouper en un seul réseau, confié à son assistant William J. Roman, les moyens de transport de l'État; la dernière forteresse de Moses, apparemment la plus inexpugnable — la Triborough Bridge Authority¹ — le gênait. Le mur d'enceinte de la forteresse: les contrats des particuliers détenteurs d'obligations, qui protégeaient la position de Moses; impossible de le briser, même pour un gouverneur soutenu par le parlement — sauf que, dans ce cas précis, le dépositaire des obligations était la Chase Manhattan. Quand le moment fut venu d'absorber la Triborough Bridge Authority dans la super-agence de Nelson, celui-ci alla trouver David dans la maison de la 55^e Rue: au bout d'une heure d'entretien, l'arrangement était conclu.

Nelson s'était toujours montré prêt à aider David, y compris pour servir les intérêts les plus chers à son cœur. Dès le début de son premier mandat, il avait poussé à la roue en faveur d'une libéralisation de la législation sur les fusions bancaires, la création de filiales et de sociétés de portefeuille, qui devait permettre aux banques d'étendre leurs activités. Nelson vint également à la rescousse au moment où le Centre mondial du commerce semblait sur le point de devenir un très coûteux Eléphant blanc. Le Port autonome avait émis pour 850 millions de dollars d'obligations afin de le construire; David et l'Association du Centre avaient fait pression sur la municipalité pour lui faire prendre diverses décisions indispensables à cette réalisation. Mais, à deux doigts de l'achèvement, le Centre éprouvait maintes difficultés à attirer des locataires. Nelson intervint: il démenagea deux bonnes douzaines de services administratifs dans les bâtiments du Centre, prit un bail de quarante ans sur 60 étages complets de l'une de ses tours jumelles de 110 étages. En 1974, l'État de New York payait 18,3 millions de dollars de loyer annuel au Port autonome, et une enquête du Bureau de contrôle des dépenses et recettes du Trésor public était déjà en cours pour déterminer pourquoi l'État payait annuellement, pour ses 235 000 mètres carrés d'espace loué, 4 millions de dollars de plus que les locataires privés pour une surface comparable.

Tout ceci dans une indifférence totale aux conséquences ou aux victimes, puissantes comme Moses ou impuissantes comme l'immense public anonyme qui payait. Comme le dit William Farrell, ancien représentant du *New York Times* à Albany²: « Nelson est un vrai démocrate. Il méprise tout

1. Le Triborough Bridge, pont destiné aux voitures, achevé en 1936, relie Queens à Ward's Island et Randall's Island, et cette dernière à Bronx et Manhattan. Pont privé, il est géré, comme l'aéroport de New York, par une « authority ». (N.d.T.)
2. Siège du gouverneur. (N.d.T.)

le monde sans distinction de race, de couleur, de croyance, de religion ou de quoi que ce soit d'autre. » Blessés par ses sautes d'humeur de plus en plus odieuses, certains de ses propres assistants l'appelaient en douce « Crochet à venin ». Pour ses adversaires, rappelle T. H. White, « il était tout simplement l'homme le plus impitoyable de la classe politique ».

Il n'avait pas jeté l'éponge: sa colère et son dépit en témoignaient. Cédant à son agitation coutumière, il voulut à tout prix avoir son mot à dire dans la politique étrangère de l'administration Nixon¹. Il se fit nommer au comité consultatif du Bureau de renseignements pour l'étranger (où il n'allait pas tarder à avoir vent de l'inquiétude de la CIA concernant le gouvernement Allende au Chili, et de plans visant à le « déstabiliser »). Et le jour même de son entrée en fonctions, en 1969, Nelson alla trouver le nouveau président: de leur discussion d'une heure, il sortit chef d'une mission présidentielle chargée d'enquêter sur place dans tous les pays d'Amérique latine puis de présenter des propositions pour une nouvelle politique vis-à-vis de l'Hémisphère.

Il paraissait naturel qu'il se tournât de nouveau vers l'Amérique latine. Après tout, trente ans plus tôt, elle avait servi de tremplin à sa carrière, et peut-être allait-elle pouvoir redonner vigueur à sa fortune politique. Mais l'époque où Nelson avait été l'enfant chéri de l'Hémisphère était à tout jamais révolue. Il avait changé, le sous-continent latino-américain aussi: une analyse plus attentive de la conjoncture l'eût mis en garde contre l'espoir de répéter facilement les anciens triomphes. Il n'était plus ce jeune inconnu qui s'élançait avec des idées neuves et d'autant plus désarmantes qu'elles émanaient d'un rejeton de la Standard Oil. Quant à l'Hémisphère, les passions de la révolution cubaine l'avaient embrasé, ainsi que ses exhortations pressantes à se dégager du joug de la pauvreté et de l'oppression. Ce défi, Nelson allait l'affronter sans ménagement. Il décida de prendre avec lui le général Robert W. Porter jr, qui avait dirigé en Bolivie les opérations

1. Le contact privilégié de Nelson avec l'administration allait bientôt être Henry Kissinger. A mesure que son protégé s'élevait au sein de l'équipe de Nixon (au détriment du ministre des Affaires étrangères William Rogers et, comble d'ironie, atteignant cette position de « coordonnateur » des Affaires étrangères que Rockefeller convoitait naguère pour lui-même), Nelson était de plus en plus aux petits soins pour lui. Il l'avait d'ailleurs toujours soutenu; depuis l'époque des *Etudes*, il l'avait gardé comme conseiller appointé à raison de 12 000 dollars par an; plus tard, il avait constitué un dépôt de 65 000 dollars à son intention. Kissinger avait retardé son entrée dans l'administration Nixon jusqu'au moment où il devenait évident que Nelson ne deviendrait pas secrétaire à la Défense, comme il l'avait un moment espéré en 1969. Quand Kissinger devint une célébrité nationale, leurs relations ne changèrent pas pour autant. En 1973, Nelson reçut la médaille de la « Famille humaine » à la place du chef du département d'État absent; associant deux titres de gloire bien caractéristiques, il dit à son propos: « Il ne m'a jamais laissé tomber, et il n'a jamais laissé tomber le pays. » C'est à Nelson que revint l'honneur d'annoncer les fiançailles de Kissinger avec son ancienne secrétaire, Nancy Maginnes; et il lui prêta un des avions de la famille pour leur voyage de noces.

antiguérilla contre Che Guevara, deux ans auparavant. Porter fut le conseiller militaire de la délégation de vingt-sept membres qu'il réunit pour l'accompagner à ses propres frais (750 000 dollars).

Son intention : visiter l'ensemble des pays d'Amérique latine en quatre voyages successifs (d'une semaine chacun, entrecoupés d'un retour d'une semaine pour administrer les affaires de l'État). C'est en mai 1969 qu'il entama sa tournée. En arrivant au Honduras, il s'attendait à entendre, comme jadis, les bons vieux cris de « Viva Rocky! » : il dut faire face à des manifestations de colère et au cri, repris tout au long de son voyage, de « Malvendo Rockefeller! ». Quand Nelson rentra, en juillet, au terme de son quatrième et dernier périple, accueilli à l'aéroport Kennedy par des manifestants SDS avec qui il eut une violente altercation, sa mission de bons offices avait provoqué le plus grand déploiement de sentiments anti-yankées de toute l'histoire de l'Hémisphère, et, s'agissant d'un représentant des États-Unis, le rejet le plus spectaculaire qu'on eût jamais enregistré.

Lors de sa première halte au Honduras, un policier avait tué un étudiant au cours des manifestations anti-Rockefeller. Sa visite en Équateur mit Quito, la capitale, absolument sens dessus dessous : tandis que les manifestants affrontaient la police, dans le centre de la ville, la délégation rockefellerienne fut repoussée dans les petites rues (un hélicoptère militaire tournoyant, impuissant, au-dessus d'elle) : la rencontre avec la délégation présidentielle eut finalement lieu dans un hôtel cerné d'un cordon de mille hommes de troupe. En raison d'un conflit avec le département d'État, à propos de la pêche au thon, le Pérou annula la visite qu'il devait y faire. Le gouvernement bolivien, sentant l'impossibilité de garantir la sécurité de Nelson sur son sol, limita son séjour à une rapide rencontre de trois heures à l'aéroport. Le Venezuela et le Chili annulèrent tout bonnement son séjour. Le gouvernement brésilien prépara la venue de Nelson par une rafle de trois mille opposants qu'il plaça en détention préventive. Avant même son arrivée en Uruguay, une usine de la General Motors fut incendiée (1 million de dollars de dégâts). En Argentine, la visite de Nelson fut ponctuée par le plasticage de treize supermarchés IBEC et, dans l'autre camp, par l'assassinat d'un dirigeant ouvrier qui avait demandé qu'on annulât sa visite. Pour quitter Saint-Domingue, dernière étape de sa tournée, la délégation Rockefeller dut prendre place dans un autocar escorté par des camions bourrés de troupe, et emprunter une route bordée de soldats et de policiers qui avaient déjà tué quatre manifestants. Sur l'ensemble du voyage (vingt pays), seuls le Paraguay et Haïti (les plus anciennes et impitoyables dictatures du continent) l'accueillirent avec enthousiasme, de vastes foules ayant répondu docilement aux ordres.

Richard Nixon lui-même n'aurait probablement pas soulevé dans l'Hémisphère une telle vague de ressentiment; Nelson incarnait mieux que personne cet écrasant « lien spécial » (expression utilisée dans son rapport,

instrument US de domination sur le sous-continent. Toutefois, loin de voir dans ces réactions un plébiscite contre une politique qu'il avait puissamment contribué à mettre en œuvre, Nelson considéra que le chaos et l'effusion de sang qui avaient marqué son voyage apportaient de l'eau à son moulin idéologique : « Les forces de l'anarchie, de la terreur et de la subversion sont déchainées dans les Amériques, lancail-il sur un ton prophétique dans son rapport. Chez certaines nations d'Amérique latine, on ne craint pas de mettre cyniquement en doute la détermination des États-Unis de faire face à cette grave menace contre la liberté, la démocratie et les intérêts vitaux de l'Hémisphère. »

Pour remédier à cette situation, et relever le défi de la « subversion communiste », le rapport réclamait une réaffirmation du « lien spécial » et un redoublement d'efforts de Washington pour maintenir la sécurité dans l'Hémisphère. On y trouvait aussi les traditionnelles propositions rockefelleriennes : mise en place de nouvelles structures bureaucratiques, centralisation administrative, création d'un secrétariat aux Affaires de l'Hémisphère pour « coordonner... toutes les activités du gouvernement US ». Mais, par-dessus tout, le rapport demandait une révision fondamentale de l'attitude US : une façon plus réaliste de considérer les régimes militaires latino-américains; et un retrait encore plus marqué vis-à-vis des engagements antérieurs concernant les réformes sociales envisagées dans le cadre de l'Alliance pour le progrès. Exprimant son amer regret de voir l'aide militaire US tomber de 80,7 millions de dollars en 1966 à 20,4 millions en 1969, Nelson plaïda en faveur de leur augmentation massive. Il suggéra également une modernisation des missions militaires basées dans l'Hémisphère : il les voulait moins voyantes, moins pléthoriques, et prônait une latino-américanisation plus effective de la lutte contre le communisme. Il se plaignait qu'il n'y eût pas, aux États-Unis, « une pleine appréciation du rôle important joué par les polices locales », et pressa le gouvernement de « faire droit aux demandes d'aide émanant de la police et des forces de sécurité des pays de l'Hémisphère, en leur fournissant les instruments indispensables à l'accomplissement de leur tâche ».

Il critiquait les aspects « paternalistes » du programme de l'Agence pour le développement international (mais, contre l'autre paternalisme, bien plus grave, inhérent au programme lui-même — pas un mot). L'enjeu, ce n'était pas le bien-être ou la liberté du sous-continent, mais l'Amérique latine elle-même, à la fois symbole et réalité : « Si nous ne réussissons pas à maintenir ce lien spécial, ce sera le signe de l'échec de notre puissance et de notre incapacité à assumer nos responsabilités de grande nation... En outre, le fait de ne pas parvenir à maintenir ce lien spécial créerait un vide dans l'Hémisphère et favoriserait l'immixtion dans cette région de forces étrangères hostiles. »

Tout cela sonnait comme un rappel de principes qui aurait pu aussi bien émaner de ses services à l'époque où il était coordonnateur des Affaires interaméricaines, ou comme un memorandum préparé vingt-cinq ans plus tôt

1. Équivalent de « Rockefeller go home... ». (N.d.T.)

pour la conférence de Chapultepec, quand la sécurité de l'Hémisphère avait commencé à obséder l'Amérique d'après-guerre.

Le président Nixon ne traita pas le *Rapport Rockefeller sur les Amériques* par le mépris, comme il avait fait pour le rapport de JDR 3 sur les problèmes de population. Il se contenta de le classer. Il ne réorganisa pas l'administration des affaires latino-américaines au département d'État, il ne s'embarqua pas davantage dans les grandioses plans de sécurité chers à Nelson. Il se contenta de suivre la tendance générale — maintien du *statu quo* dans l'Hémisphère — et concentra toutes ses énergies présidentielles sur la guerre en Asie du Sud-Est¹.

Depuis la campagne des primaires de 1964, Nelson paraissait victime d'un complexe de persécution; il avait tendance à se considérer comme la figure de proue, attaquée de toutes parts, d'une sorte d'administration parallèle. Position courante et fondamentale chez lui: mais, à présent, il était de plus en plus porté à confondre l'impassé politique où il se trouvait et tout le problème de l'ordre social établi. Il représentait l'ordre; ses adversaires représentaient l'anarchie. (Ce code manichéen devait se retrouver, un peu plus tard, au cœur de la tragédie d'Attica.) Sa force n'avait jamais résidé dans la réflexion, mais dans l'énergie brute qu'il déployait pour donner l'assaut à son environnement. A peine avait-il achevé une chose — un programme, un bâtiment, un voyage — qu'il se tournait sur-le-champ vers la suivante. Avant même de remettre son rapport sur les Amériques, il pensait déjà à sa campagne de réélection — il savait qu'elle serait dure — contre Arthur Goldberg.

Son nom et sa richesse continuaient de valoir à Nelson un prestige certain. Mais il fallait se rendre à l'évidence: il était loin, le « citoyen » néophyte entré en fonctions en 1958; et qu'était devenu ce manœuvrier extraordinairement habile qui, en 1970, exerçait ses pouvoirs de gouverneur avec un flair et une astuce mille fois supérieurs à ceux de ses prédécesseurs depuis Al Smith? (Comme l'avait observé Kissinger, Nelson avait peut-être un « esprit de deuxième ordre », mais largement compensé par « une intuition hors pair dans ses rapports avec les gens ».) Au fil des années, il était

1. Nixon répondit tout de même indirectement à Nelson dans un discours de la fin 1969: «... Nous sommes conscients que d'énormes forces de changement, explosives parfois, se manifestent en Amérique latine. Ce sont des facteurs d'instabilité; elles provoquent des changements de gouvernements. Au niveau diplomatique, nous devons accepter avec réalisme, quels qu'ils soient, les gouvernements qui surgissent dans l'Hémisphère.» (A l'exclusion, bien entendu, du régime de Castro à Cuba, et, bientôt, du gouvernement Allende au Chili.) Nelson garda un pied dans la politique latino-américaine en qualité de membre du conseil consultatif présidentiel du Bureau de renseignements pour l'étranger. Son protégé Henry Kissinger se trouvait quant à lui à la tête du tout-puissant « Comité 40 » qui orchestra en secret la chute de Salvador Allende, président du Chili, en 1973.

parvenu à maîtriser toute la gamme de moyens dont il pouvait disposer à l'intérieur comme à l'extérieur de son fief. Il avait mis au point un style vigoureux, sans égal dans le pays: prenant en main l'appareil de l'État, il en avait fait son appareil, pliant à sa personnalité le moindre aspect du gouvernement et mettant à profit les quelque quarante mille emplois sur lesquels il avait la haute main. Il n'avait nul besoin de mendier des subventions, ce qui le rendait encore plus puissant. Il pouvait se permettre des actes du plus pur arbitraire: par exemple, gracier son ex-ami et mentor politique de jadis, L. Judson Morhouse. Ancien président du GOP¹ de l'État et collaborateur des Rockefeller pendant de longues années, Morhouse avait tiré quelques bénéfices personnels d'emprunts contractés par le parti, ce qui devait ultérieurement indigner le Sénat, quand Nelson vint solliciter devant lui sa confirmation au poste de vice-président. Quand il le gracia, Morhouse était en prison à la suite d'une affaire de concussion à laquelle il s'était trouvé mêlé en tant que principal responsable de l'Office d'État des spiritueux. Or, Nelson aidait par douzaines les caciques du parti à se caser dans de hautes fonctions officielles. (En voici un exemple flagrant: il fit nommer premier président du Tribunal l'ancien président du parti pour l'État de New York, Fred Young, puis l'autorisa à interrompre l'exercice de sa charge pour prendre part à une campagne électorale et, la campagne finie, le réintégra dans ses fonctions.) Comme le dit un démocrate (admiratif malgré lui) qui étudia les années de gouvernement de Rockefeller: « Dans l'arbitraire, Nelson a dépassé Tammany? » Son administration ne ressemblait à aucune autre et son gouvernement, par l'envergure et la puissance, était presque aussi souverain que la présidence elle-même.

Tous les quatre ans, Nelson se mêlait au peuple, présentant une version quelque peu théâtrale du style plébéien, faisant sa cour aux minorités ethniques en mangeant les plats qui leur sont propres; mais il se rendait compte, tout comme les électeurs, que le personnage de « Rocky » ne faisait plus très sérieux: on connaissait trop bien ses ficelles. En fait, il était presque aussi fatigué de poser sa candidature que les New-Yorkais de la lui voir poser; il en vint de plus en plus à faire fond, pour ses campagnes électorales, sur des injections massives d'argent et l'usage effréné des médias. Naguère entreprises dans une atmosphère de kermesse, elles ressemblaient plutôt, à présent, à l'offensive d'une division de chars progressant inexorablement dans le désert.

Les New-Yorkais étaient prêts à se laisser convaincre que l'élection de Rockefeller n'était pas inéluctable. Un adversaire plus imaginatif aurait pu tirer parti de cette situation. Mais l'emphase guindée d'Arthur Goldberg n'avait pour effet que de rehausser le pittoresque nelsonien. Cette incapacité à profiter des faiblesses de Rockefeller pesa plus lourd encore que l'inégalité

1. Grand Old Party, le parti républicain. (N.d.T.)

2. Tammany: siège new-yorkais du parti démocrate. (N.d.T.)